

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 METZ
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

METZ, le xx août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juin 022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Train à chaud

Usines à chaud (portier de la vallée)
57290 SEREMANGE ERZANGE

Références : SEREMANGE-ERZANGE_AMF_TAC_2022-08-08_RAPVI_AN227_SDB_24053
Code AIOT : 0006201887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juin 2022 dans l'établissement ArcelorMittal France - Train à chaud implanté Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange Erzange. L'inspection a été annoncée le 14 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2.2.7 "Surveillance des émissions" et porte sur le contrôle des émissions de poussières de l'établissement, situé en zone PPA, et en particulier sur les installations d'écricquage et d'oxycoupage des ferrailles.

Il est à noter que l'établissement compte également deux installations de combustion (fours de réchauffage des brames) fonctionnant au gaz naturel et de puissance thermique nominale 150 et 160 MW. Elles ne sont cependant pas soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

En effet, les installations dont les produits de combustion utilisés pour le réchauffement direct, le séchage ou tout autre traitement des objets ou matériaux sont exclues du champ d'application de cet arrêté. A ce titre, les rejets atmosphériques de poussières ne sont pas réglementés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Train à chaud
- Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange Erzange
- Code AIOT : 0006201887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société ArcelorMittal France exploite un laminoir à chaud sur le territoire des communes de Serémange-Erzange et Florange. L'exploitation du site est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques de poussières
- maintenance des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique (poussières)	Arrêté Préfectoral du 26 juillet 1999, article 5	/	Sans objet
2	Maintenance	Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 18 (partiel)	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique (poussières)	Arrêté Préfectoral du 19 septembre 2016, article 4.2	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 18 (partiel)	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 26 juillet 1999, article 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection n'ont mis en évidence aucune non-conformité aux dispositions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique (poussières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 juillet 1999, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Ecriquage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets provenant des opérations d'écricquage des brames sont captés en toiture du bâtiment abritant la machine, épurés à travers le filtre à manches et renvoyés à l'atmosphère [...]. Les caractéristiques des rejets sont : [...] - concentration maxi en poussières < 20 mg/Nm ³ , et donneront lieu à au moins un contrôle annuel dont les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les rejets atmosphériques de poussières provenant de l'écricquage sont contrôlés annuellement. Les résultats des contrôles menés en 2020 et 2021, respectivement de 0,8 et 2,01 mg/Nm ³ pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm ³ , n'appellent pas d'observation de l'inspection (vu le rapport de contrôle EK2L0/21/730 du 09 août 2021 relatif au contrôle du 22 juillet 2021). Il est à noter que l'exploitant a déclaré envisager l'arrêt définitif de cette machine fin juillet 2022 mais n'en a pas encore informé le préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 18 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maintenance des installations d'écricquage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
Constats : Les installations permettant la réalisation des opérations d'écricquage font l'objet d'un suivi et d'un entretien régulier (vu le fichier "Bilan 2021" de maintenance des installations). Les installations de traitement (dépoussiérage par filtres à manches) des rejets issus de ces opérations sont également suivies (vu le fichier "Cellules filtre GENEVET 2021" indiquant le remplacement de 2 manches en 2021). Les modalités suivantes permettent à l'exploitant de contrôler le bon fonctionnement des installations de traitement : . l'allumage du chalumeau est asservi à la mise en service et au bon fonctionnement de l'installation de dépoussiérage ; . le décolmatage des manches est automatique ; . un contrôle de la circulation des flux d'air (test d'étanchéité) est réalisé avec une substance fluorescente une fois par an. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré avoir en réserve environ 30 manches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique (poussières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 septembre 2016, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Oxycoupage des ferrailles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le découpage à la lance à oxygène des bobines et bobineaux est effectué sous une hotte équipée d'un système de captation et traitement des émissions par filtre à manches.</p> <p>[...]</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) : (tableau non reproduit).</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats sont transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que les opérations de découpage à la lance à oxygène sont bien effectuées sous une hotte équipée d'un système de captation et de traitement des émissions par filtre à manches.</p> <p>Le contrôle des rejets atmosphériques issus de ce système de captation et de traitement est effectué annuellement. Les résultats des contrôles effectués en 2020, 2021 et 2022, respectivement de 15,2, 0,23 et 1,18 mg/Nm³, respectent la valeur limite d'émission fixée à 110 mg/Nm³ et n'appellent pas d'observation de l'inspection (vu le rapport EK2L0/22/257 du 28 février 2022 relatif au contrôle du 04 février 2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 18 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maintenance des installations d'oxycoupage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.</p>
<p>Constats : Les installations d'oxycoupage sont équipées d'une unité de traitement des fumées. Le contrôle des installations de traitement des rejets issus de ces installations est encadré par une consigne (vu l'instruction AGSF-FL-INS-QSE-01 sur l'"Utilisation du système de captation de l'oxycoupage" mentionnant notamment les fréquences de contrôle et d'entretien). Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre (vu le "Registre traitement des fumées d'oxycoupage"). Les installations sont automatisées (décolmatage automatique notamment) et équipées d'alarmes reportées sur un poste de contrôle.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de réserves de manches mais commande l'intervention d'un prestataire (qui dispose de stocks) en cas de nécessité de remplacement des manches.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 juillet 1999, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement (oxycoupage des ferrailles)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure, via son programme général de surveillance dans l'environnement, de l'absence d'impact des activités liées à ces zones d'entreposage, découpe et chargement de ferrailles en termes de retombées de poussières [...].
Constats : Vu les rapports E419-1 du 5 octobre 2020 et E474-1 V2 du 8 novembre 2021 relatifs à la mesure de retombées atmosphériques dans l'environnement du 27 juillet au 24 août 2020 et du 20 juillet au 20 août 2021 : les niveaux de dépôts atmosphériques de poussières, respectivement de 79 et 71 mg/m ² /jour à Qqes ptes modifs faites proximité du chantier ferrailles, sont inférieurs aux valeurs de référence fixées à 350 mg/m ² /jour (valeur seuil du TA Luft Allemand).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet